

La guerre des métaux rares ou la face cachée de la transition énergétique et numérique

Interview de Guillaume PITRON

Journaliste et réalisateur

Comment vous est venue l'idée de rédiger un livre sur « La guerre des métaux rares (la face cachée de la transition énergétique et numérique) » ?

Tout est parti de la lecture, fin 2009, d'un article publié dans une revue scientifique grand public. Il y était question, déjà, de métaux stratégiques, aux propriétés chimiques exceptionnelles, mais compliqués à extraire et à raffiner. Les noms imprononçables qui se succédaient dans l'article – indium, gallium, samarium... – faisaient rêver. Rétrospectivement, j'ai conscience que c'est l'une des lectures les plus fécondes qu'il m'ait été donné de réaliser... J'ai très rapidement proposé le sujet sous forme documentaire à la télévision française. « Par chance », si je puis dire, l'embargo chinois de septembre 2010 sur les terres rares est intervenu quelques semaines plus tard, ce qui a accéléré une décision favorable de France 5. J'ai passé les 18 mois qui ont suivi à sillonner le globe à la recherche de morceaux de terres rares. Je n'ai jamais abandonné la thématique par la suite, tant elle me semblait majeure dans le monde post-pétrole en voie d'éclosion.

C'est quoi les métaux rares ? À quoi servent-ils et pourquoi sont-ils si importants pour l'économie des pays développés ?

Un métal rare est un métal plus rare qu'un métal abondant. On peut certes en trouver au fin fond des abysses du Pacifique et jusque dans certains astéroïdes, mais leur concentration dans l'écorce terrestre est si infime par rapport à des métaux de base tels que le fer, le cuivre ou le zinc, qu'ils sont qualifiés de rares. Leurs propriétés chimiques et physiques sont telles que les industriels des technologies vertes ou du numérique (pour ne citer qu'eux) ne peuvent s'en passer. Ils sont même qualifiés de « stratégiques » en France, car ils sont indispensables pour des secteurs clés comme l'automobile, l'aérospatiale, la Défense ou la médecine. C'est la raison pour laquelle nous avons, en France, installé un Comité des métaux stratégiques chargé, sous l'égide de Bercy, de lister ces métaux et de formuler des recommandations de politique industrielle.

Quelle a été l'évolution de la politique chinoise des métaux rares sur les dernières décennies ?

Les Chinois ont poursuivi une stratégie duale : la première, du début des années 1980 au début des années 2000,

a consisté à inonder le reste du monde de terres rares et autres métaux rares à bas prix. Cette politique commerciale a tué la concurrence (notamment australienne et américaine), incapable de faire face au double-dumping social et environnemental chinois. Pékin s'est alors érigé en producteur incontournable, voire monopolistique, de métaux tels que les terres rares, le gallium, l'indium, l'antimoine...

La seconde stratégie, développée depuis les années 2000, est l'exact inverse : elle consiste, pour Pékin, à freiner les exportations de ces matières premières. Pékin ne veut pas nous vendre une ressource à vil prix, extraite et raffinée au prix de prodigieux désordres environnementaux et sociaux, mais plutôt un produit fini tel qu'un panneau solaire, une éolienne ou, bien sûr, une voiture électrique avec le métal à l'intérieur. Cela dit nous, les Français, faisons de même, ainsi nous ne vendons pas du raisin, mais du vin...

Comment la Chine organise-t-elle sa domination sur le marché des métaux rares ?

En tuant la concurrence grâce à une politique tarifaire agressive, les Chinois s'offrent le luxe de ne pas gagner, voire de perdre de l'argent durant les phases d'exploitation et de raffinage. Notre logique occidentale, purement capitaliste, ne peut rivaliser face à un concurrent qui vend en-dessous des prix de revient, et c'est ainsi que la Chine maintient sa domination sur les marchés mondiaux. Peut-être nous, les Occidentaux, admettrons-nous un jour que les profits perdus en amont du processus industriel pourraient représenter pour nos propres économies une valeur ajoutée en aval du processus. Mais pour cela, il faut penser le long terme.

Force est de constater que l'Union européenne agit peu pour lutter contre cette domination. Quels sont donc les pays à avoir développé les stratégies les plus efficaces pour la contrer : le Japon, les États-Unis, ou un autre pays ?

J'ai suffisamment côtoyé l'Unité en charge des matières premières critiques, au sein de la Commission européenne, pour savoir que leur connaissance du sujet est remarquablement précise et vaste. On ne compte plus les rapports, les listes de métaux critiques et autres recommandations de politique industrielle publiés par cette

Unité dépendant de la DG Growth, l'équivalent de notre ministère de l'Économie. Le problème vient du politique, qui n'a pas souhaité se pencher sur la question de la transformation de cette connaissance en actions.

L'un des rares pays à avoir conservé un embryon de stratégie industrielle en la matière est le Japon. Ainsi, Tokyo soutient financièrement, *via* le Japan Oil, Gas and Metals National Corporation (JOGMEG), l'exploitation par Lynas de la mine de terres rares de Mount Weld, en Australie. Les Japonais ont parfaitement conscience du fait que ce partenariat leur coûte cher financièrement, car il est difficile de réaliser des profits sur l'amont minier. Mais ils ont également intégré cette conviction que leur indépendance minière, elle, n'a pas de prix.

Les Américains se réveillent depuis environ deux ans. Donald Trump ne souhaite pas rester dépendant de Pékin pour la fourniture de terres rares stratégiques pour certaines catégories d'armements américains. Cela me coûte de le dire, mais, en la matière, Trump prend d'excellentes initiatives.

Quel peut être le rôle de la France dans ce contexte mondialisé ? Quelles mesures préconisez-vous aux pouvoirs publics français d'adopter ?

La France a, un temps, tenté de développer un embryon de diplomatie minière, en direction de l'Australie et du Kazakhstan notamment. Mais ces initiatives n'ont pas vraiment, à ma connaissance, été suivies d'effets. À l'heure où nous découvrons notre dépendance aux molécules et aux masques chinois, il nous faudrait également reconstituer une filière d'approvisionnement souveraine de métaux rares afin de ne pas dépendre de Pékin pour produire nos batteries. Une politique volontariste consisterait, en particulier, à conclure des partenariats commerciaux avec des pays dont le sous-sol est riche en ces métaux, notamment en Amérique latine. Mais il faudra des années avant

que ces efforts ne soient couronnés de succès. Et puis, il faut savoir que les Boliviens, riches de leur lithium, ont appris la leçon chinoise et ont bien l'intention, à leur tour, de remonter la chaîne de valeur ! La tâche est si énorme que je ne pense pas que la France puisse agir indépendamment du cadre européen. En ce sens, s'unir aux 26 autres pays de l'Union en utilisant les ressources du COMES et de l'Unité Matières premières de la DG Growth me paraît indispensable.

Quelles sont les perspectives d'évolution du marché des métaux rares ?

En ces temps de coronavirus, tout exercice prospectif devient carrément un art divinatoire... Il est probable que les marchés des métaux rares continueront de connaître une forte hausse, de 5 à 25 % par an selon les métaux. Cette hausse de la consommation ne signifiera pas nécessairement que les prix progresseront pour autant : ils pourraient demeurer bas, non seulement parce que la Chine, très probablement, les manipule, mais aussi parce que Pékin pousse à la mise en exploitation, au Groenland, en Amérique latine, en Asie et en Afrique, de nouvelles mines permettant de satisfaire la demande. On essaiera bien, tant bien que faire se peut, de mieux recycler ces métaux, mais je doute que nous fassions des progrès notables au cours des prochaines années tant le modèle économique manque. Une chose est certaine : ces métaux sont et seront, à l'avenir, toujours plus stratégiques et convoités.

Avez-vous envie de nous dire autre chose ?

Oui. J'ai régulièrement pu, ces dernières années, compter sur l'aide et les ressources du COMES pour conduire mes recherches. François Bersani, son premier Secrétaire général, puis Alain Liger et Isabelle Wallard ont su me recevoir et me nourrir de leurs réflexions, bien avant que le sujet des métaux rares ne se retrouve propulsé dans les médias. En ce sens, je leur dois beaucoup.